COMBAT OUVRIER

Hebdomadaire communiste révolutionnaire (trotskyste)

Pour la construction d'un parti ouvrier révolutionnaire en Martinique et en Guadeloupe.
Pour l'émancipation des peuples de Martinique et de Guadeloupe.
Pour la reconstruction de la IVéme Internationale.

SAMEDI 3 DÉCEMBRE 1981 | N°98 | PRIX : Antilles : 2 F France : 3 F

Editorial

LE 31 DÉCEMBRE 80 : LA FIN DE LA TRANQUILLITÉ DES EXPLOITEURS ?

Le secrétaire général du CRPG —conseil régional du patronat guadeloupéen—, M. Guggenheim, vient d'échapper à un attentat. Cet attentat entre vraisemblablement dans le cadre de tous ceux qui ont été perpétrés ces derniers temps. Qu'ils soient revendiqués officiellement par le GLA ou pas, il n'est pas surprenant qu'ils soient l'œuvre de cette même organisation.Cet attentat survient d'ailleurs après l'explosion de la bombe à FR 3 le 24 décembre et d'une autre le 28 décembre à l'aéroport.

Avec la nouvelle année serait-ce maintenant au tour des capitalistes blancs, des patrons blancs, d'être directement menacés par les terroristes? Le GLA (Groupe de Libération Armée) mettra-t-il son ultimatum à exécution, s'en prendra-t-il réellement aux Blancs vivant en Guadeloupe? C'est la question qui pend au bout de toutes les lèvres depuis plusieurs jours.

En tout cas une chose est sûre, c'est que les travailleurs guadeloupéens ne s'apitoieront certainement pas sur le cas de M. Guggenheim, ni sur aucun de ces patrons blancs qui les exploitent et font des profits sur leur dos.

Ces exploiteurs qui attirent sur eux les foudres des terroristes ne doivent s'en prendre qu'à eux-mêmes : en venant aux Antilles exploiter, coloniser la population, ils accomplissent leur tâche de capitaliste au service de leur compte en banque et de leur classe sociale : la bourgeoisie. Qu'ils en assument donc tous les risques !

Et si le 31 décembre 1980 doit signifier aux capitalistes, aux riches, aux nantis, qu'ils ne pourront plus exploiter les travailleurs aussi tranquillement qu'avant, que, désormais, ils auront peur, qu'ils seront inquiets eux aussi sur leur avenir comme ils rendent les travailleurs inquiets sur leur sort en leur versant des salaires de misère, en les jetant au chômage, eh bien si c'est cela, après tout, il n'y aura pas de quoi les plaindre. Ce ne sera que le retour du bâton.

Toutefois, les terroristes qui veulent s'en prendre aux Blancs colonialistes ne constituent qu'un groupe coupé des travailleurs guadeloupéens, non contrôlé par eux. Un tel groupe se substituant peu à peu à la lutte des travailleurs pourrait fort bien diriger ces derniers demain et les soumettre à une politique qui ne serait pas la leur.

Les travailleurs ont intérêt à se prémunir de garanties solides contre cela, et la meilleure façon d'en avoir c'est qu'ils ne laissent pas à d'autres le soin de s'accaparer la lutte contre les patrons à leur place. Ils ont intérêt à prendre au contraire totalement à leur compte la lutte contre les patrons et les riches, à en faire leur affaire.

Que la violence soit nécessaire à opposer à la violence des patrons au cours de la lutte, cela est indéniable, mais la violence d'un petit groupe, la violence individuelle, ne fera pas disparaître l'exploitation capitaliste. Par contre, si cette violence est reprise, organisée et contrôlée par les travailleurs eux-mêmes, elle deviendra, contre les capitalistes et leur appareil d'Etat, une force de masse que rien ne pourra arrêter, et elle pourra tout changer de fond en comble.

Peur ou sympathie pour les actions du GLA : Les travailleurs doivent s'engager résolument dans la lutte contre l'impérialisme français

Photo GEBER

Les nombreuses explosions de bombes, les attentats perpétrés contre R. Viviès en mars dernier, Juandon, le patron des Nouvelles-Galeries, en juillet, et tout récemment contre Gugenheim, le secrétaire général du Centre régional du patronat guadeloupéen (CRPG), ont provoqué dans la population des réactions et des sentiments assez divers.

Une partie non négligeable de la population manifeste, sans encore le montrer ouvertement, un sentiment de bienveillante sympathie à l'égard des attentats revendiqués par le GLA. Ainsi, en discutant avec certaines personnes, on s'aperçoit qu'elles ne se plaignent nullement qu'une bombe ait explosé à l'aéroport lors du passage de Giscard en Guadeloupe. D'autres comprennent parfaitement qu'un groupe guadeloupéen ait décidé de s'attaquer, y compris militairement, à la présence de l'impérialisme français en Guadeloupe. Les nombreuses injustices, les inégalités criantes dont la population souffre, le mépris ouvertement affiché des patrons blancs, des fonctionnaires blancs en général vis à vis des travailleurs noirs et de la population en général, le sentiment de plus en plus partagé chez les jeunes qu'ils sont victimes d'un véritable bluff —quand le gouvernement, en la personne de P. Dijoud, leur demande de partir en France pour trouver du travail, et que, dans le même temps, ils voient arriver des Blancs qui, eux, ont tout de suite du travail sur place—, tout cela, disent-ils, est de nature à créer et à entretenir un sentiment de révolte que le GLA pour l'instant exprime à sa façon.

Une autre fraction de la population, pas toujours distincte de la première, se demande ce qui se passera après le 31 décembre, et même dans la soirée du 31. Et bien évidemment, sans réponse précise à ces questions, elle s'est laissée gagner par la peur. D'autant que les rumeurs les plus farfelues ont circulé, selon lesquelles la préfecture instaurerait le couvre-feu dans la soirée du 31 décembre, ce que, depuis, cette dernière a démenti.

Mais il n'empêche que beaucoup de gens ont choisi de ne pas faire de réveillon à la Saint Sylvestre, de peur d'être victimes

Suite page 4

14 JANVIER : PROCÈS DE CÉLESTE ATTAQUÉ EN JUSTICE SUR PLAINTE DU BÉKÉ AUDEBERT

Le procès de Max Céleste, dirigeant de Combat Ouvrier, aura lieu au tribunal de Pointe-à-Pitre le mercredi 14 janvier 1981 à 8 h du matin.

C'est suite à une plainte d'un riche Béké, gros possédant et directeur d'Antilles-Automobile que les pouvoirs publics ont inculpé Céleste : Céleste, un Noir, un militant révolutionnaire qui a dénoncé, lors d'une diffusion de tracts aux travailleurs des Etablissements Antilles-Automobile, le racisme officiel du pouvoir.

Car le « racisme officiel du pouvoir » existe bel et bien dans les colonies de Guadeloupe et de Martinique.

Quand, dans un pays de population noire, la majorité des chefs, des patrons, des responsables d'administration et de leurs adjoints sont Blancs, ce n'est pas un hasard.

C'est bien le pouvoir, le pouvoir colonial qui est le premier responsable de la discrimination raciale. En Guadeloupe, en Martinique, les Blancs ne constituent pas un simple groupe minoritaire dans la population. Il s'agit bien d'une minorité dominante qui concentre dans ses mains le pouvoir et l'argent.

C'EST CELA LE RACISME OFFICIEL DU POUVOIR.

C'est cela que dénonçait Max Céleste devant l'entreprise de M. Audebert.

Que M. Audebert, qui est un des fleurons de cette minorité blanche, béké, puissante, se soit senti menacé, c'est probable puisqu'il a couru déposer une plainte au procureur de la République dans les heures qui ont suivi la prise de parole de Céleste. Peut-être pour justifier son affolement, il a même fait une déclaration mensongère à la police, affirmant que notre camarade avait déclaré être membre du GLA.

Céleste parlait aux travailleurs du garage Antilles-Automobile, le 21 avril, au moment même où le gouvernement colonial avait modifié autoritairement, sans tenir aucun compte des habitudes de la population, l'heure des Antilles. Ces propos, Céleste continuera de les tenir, car la vérité ne peut se cacher.

Avec lui, avec les militants et sympathisants de Combat Ouvrier, l'ensemble des travailleurs, ceux qui précisément subissent quotidiennement l'arrogance des petits chefs blancs, l'ensemble de la population, jeunes, femmes, bafoués dans leur dignité, devront dénoncer le racisme officiel du pouvoir colonial.

LE PROCÈS DE MAX CÉLESTE AURA LIEU LE MERCREDI 14 JANVIER.

Dés aujourd'hui les listes circulent. Le premier geste de solidarité qui peut être fait, c'est de soutenir financièrement Max Céleste pour le procès, c'est aussi de faire circuler avec nous ces listes de souscriptions.

Nous appelons aussi tous les anticolonialistes, les travailleurs; à se réunir dans leur travail, dans leur quartier, et à faire des motions de protestations demandant la relaxe immédiate de Céleste. Le texte de ces motions peut être adressé au procureur de la République du Tribunal de Pointe-à-Pitre et aux radios, une copie peut être adressée à la Boite postale du journal : B.P. 214 Pointe-à-Pitre.

Toutes les initiatives doivent être prises pour faire du procès de Max Céleste le procès du pouvoir colonial et raciste.

Pour faire le point sur le procès de Céleste et la situation politique en Guadeloupe, Combat Ouvrier organise une

Réunion publique à Pointe-à-Pitre
Vendredi 9 janvier à 19 h
Salle Rémy Nainsouta.

POUR DÉNONCER AVEC MAX CÉLESTE LE RACISME OFFICIEL DU POUVOIR TOUS AU GRAND RASSEMBLEMENT DE SOLIDARITÉ MARDI 13 JANVIER À 19 H SALLE DES FÊTES DE CAPESTERRE

APPEL
AUX TRAVAILLEURS AUX FEMMES, AUX JEUNES DE GUADELOUPE, DE MARTINIQUE

Que se passera-t-il le 31 décembre? Les Blancs vivant en Guadeloupe partiront-ils à cette date? Y aura-t-il des bombes contre eux? Y aura-t-il un renforcement de la répression dans le but de les protéger?

Ces questions sont dans toutes les bouches, aussi bien en Guadeloupe qu'en Martinique.

FIN DE LA TRANQUILLITÉ DES PRIVILÉGIÉS

Que de choses ont changé depuis quelques mois ! Il a suffi qu'un groupe terroriste, le GLA, fasse éclater quelques bombes pour que la tranquillité des nantis et des privilégiés prenne fin.

Quelque chose a changé. C'est au tour des privilégiés de s'inquiéter —oh ! non pas pour savoir comment joindre les deux bouts, ou comment nourrir leurs enfants— mais pour leur santé et pour leur peau. Ce n'est pas nous qui les plaindrons !

Certes, les privilégiés, le milieu blanc des Antilles et particulièrement de la Guadeloupe peut se croire protégé par l'importance du déploiement policier qui couvre les Antilles. Mais les barrages routiers et l'enquête de dizaines de policiers, les allées et venues des gendarmes de jour comme de nuit n'ont pas empêché les terroristes du GLA de frapper à plusieurs reprises et de maintenir leur « ordre de départ » aux Blancs pour le 31 décembre ! Il a suffi de quelques bombes pour faire voler en éclats la façade de la prétendue « vitrine de la France » dont nos ministres coloniaux parlent volontiers.

OÙ ALLONS-NOUS ?

Aujourd'hui nous devons nous poser le problème de notre participation, à nous travailleurs, aux événements et aux luttes qui s'annoncent.

Nous, militants de COMBAT OUVRIER, nous constatons la passivité des organisations qui parlent au nom de la classe ouvrière. Les partis communistes, socialistes et progressistes et les organisations syndicales qui leur sont liées font preuve d'un manque total de combativité.

Ces organisations, soit veulent limiter leur action à une attitude défensive « contre la répression » ; soit se cantonnent dans des actions ponctuelles, limitées par leurs objectifs et donc par les possibilités de mobilisation qu'elles offrent.

Or, le problème qui est posé aujourd'hui est celui de la lutte contre la domination d'une administration colonialiste et raciste qui est incapable de régler les problèmes économiques et sociaux des Antilles, autrement qu'en promettant de la mitraille aux travailleurs. La domination blanche —la domination d'une colonie blanche— sur la vie économique, sociale et culturelle des Antilles est l'aspect particulier que prend la situation dans nos pays (Guadeloupe et Martinique).

Aujourd'hui, travailleurs et jeunes en nombre chaque jour croissant s'élèvent contre cette domination raciste blanche. Sous couvert d'« assimilation ». l'administration a en effet renforcé —au cours des dix dernières années— la domination de la colonie blanche sur les Antilles. Celle-ci, plus nombreuse, est devenue plus arrogante et ne cache plus son racisme.

Cette domination prend un caractère ouvertement raciste quand tous les postes de responsabilité économique et politique sont aux mains des Blancs. Dans le secteur privé, la quasi-totalité des postes de direction et d'encadrement sont aux mains des Blancs. Même les emplois quelque peu qualifiés sont aussi confiés aux Blancs.

CECI EST INTOLÉRABLE, ET NI LES TRAVAILLEURS NI LA JEUNESSE DE NOS PAYS N'ACCEPTERONT CE FAIT SANS RÉAGIR.

TRAVAILLEURS, JEUNES, REJETONS LA PASSIVITÉ, ENGAGEONS-NOUS DANS L'ACTION !

Si une organisation comme le GLA a décidé de combattre une telle domination —à sa manière qui n'est certes pas la notre— nous ne pouvons qu'être solidaires de cette volonté de lutter contre la domination raciste et colonialiste.

Si les grands partis et organisations syndicales les plus importantes de nos pays refusent d'engager le combat réel pour mettre fin à cette manifestation essentielle de la domination que constitue le pouvoir blanc, c'est aux travailleurs les plus avancés et aux jeunes d'engager une telle lutte.

IL N'EST PAS QUESTION DE SUBIR PLUS LONGTEMPS LA MAINMISE BLANCHE SUR NOS ÎLES, CAR BIENTÔT NOUS SERONS DES INDÉSIRABLES EN FRANCE OÙ SÉVIT UN RACISME DE PLUS EN PLUS AGRESSIF CONTRE LES NOIRS, ET EN MÊME TEMPS NOUS SERONS DES ÉTRANGERS DANS NOTRE PROPRE PAYS.

Nous n'acceptons plus d'être des pauvres et des « laissés pour compte » (comme dit Dijoud), alors que les Blancs vivent aisés, sont bien nourris et bien logés dans de superbes villas, et entassent des fortunes qu'ils prennent la précaution d'envoyer à l'extérieur.

Nous n'acceptons plus que notre vie économique, sociale et culturelle soit discutée, organisée par des Blancs qui sortent de 7000 km et n'ont aucun lien avec la population.

NOUS PROCLAMONS NOTRE ACCORD TOTAL AVEC TOUS CEUX QUI SE DONNENT POUR OBJECTIF IMMÉDIAT DE METTRE FIN PAR LA LUTTE À LA DOMINATION COLONIALISTE BLANCHE SUR NOS ÎLES. NOUS APPELONS LES TRAVAILLEURS ET LA JEUNESSE À S'ENGAGER RÉSOLUMENT DANS CETTE VOIE.

La forme sous laquelle le GLA réclame le départ des Blancs pour le 31 décembre, nous l'avons dit, n'est pas la notre. Le but final du GLA diffère sans doute du notre. Mais nous partageons totalement les motifs qui les poussent à la lutte contre la domination blanche raciste et colonialiste.

Oui, certains Blancs : des possédants, des gérants, négociants, propriétaires fonciers, etc... en résumé les exploiteurs blancs mais aussi certains petits Blancs racistes qui sévissent à l'abri du parapluie de l'administration coloniale sont indésirables ici.

Indésirable aussi l'administration blanche qui les protège et les incite à s'installer, les arme et les entraîne déjà contre notre peuple.

AUX BLANCS QUI VIVENT AUX ANTILLES, NOUS DISONS :

« Amis, frères, camarades, parents blancs, OUI !

« Chefs, gendarmes, contremaîtres, administrateurs, cadres blancs, NON ! Nous ne voulons plus aucune forme de domination des Blancs. Nous combattons résolument ceux-ci, qui perpétuent la domination blanche. »

Mais, à la différence des organisations comme le GLA et l'UPLG, nous ne nous battons pas pour que demain des Noirs riches remplacent à la tête du pays les Blancs et poursuivent ainsi l'exploitation des travailleurs. Nous combattons aussi contre une telle menace.

COMBAT OUVRIER APPELLE
les travailleurs et les jeunes, les militants et sympathisants des organisations ouvrières, communistes et socialistes, et ceux des syndicats ouvriers
À S'ENGAGER DANS LA LUTTE POUR METTRE FIN À LA DOMINATION BLANCHE ET POUR EXIGER L'EMBAUCHE IMMÉDIATE ET PRIORITAIRE DES TRAVAILLEURS NOIRS DANS TOUTES LES ENTREPRISES ET DANS LES SERVICES PUBLICS À TOUS LES NIVEAUX
À RECHERCHER ET À DÉSARMER LES MILICES PRIVÉES DU SAC ET DU GDAG
À S'ORGANISER SUR LES LIEUX DE TRAVAIL POUR MENER CETTE LUTTE CONTRE LA DOMINATION BLANCHE QUI Y EXISTE DÉJÀ SOUS LA FORME DE L'ENCADREMENT BLANC
À S'ORGANISER DANS LES QUARTIERS POUR DÉMASQUER ET REJETER LES HOMMES DE MAIN NOIRS DES « SAC » ET COMPAGNIE, POUR COMBATTRE TOUS LES PETITS ET MOYENS EXPLOITEURS NOIRS QUI SONT LES ALLIÉS ET LES COMPLICES DE LA DOMINATION BLANCHE RACISTE ET COLONIALISTE.

REFUSONS D'ÊTRE DES ÉTRANGERS DANS NOTRE PROPRE PAYS !

IL FAUT METTRE FIN À LA DOMINATION BLANCHE SUR LES ANTILLES !

Le 26 décembre 1980

Le recteur Chaudet et les « quelques petits problèmes »... de l'enseignement colonial

Dans une déclaration radiodiffusée faite le mardi 30 décembre, le recteur Chaudet s'est félicité du bon déroulement du premier trimestre dans les différents établissements scolaires.

Selon M. Chaudet, s'il n'y a pas eu de grèves, de manifestations d'élèves, comme cela s'était vu les années précédentes, c'est parce que ces derniers *« ont enfin compris qu'il allait de leur intérêt de travailler sérieusement, seule garantie pour eux de trouver des emplois et de lutter dans cette société difficile ».*

Après s'être ainsi glorifié du bon déroulement du trimestre écoulé, le recteur Chaudet, comme pour rendre plus authentiques ces propos, a tout de même reconnu, certes de façon embarassée, qu'il y avait *« quelques petits problèmes »* dus au fait que certains enseignants *« non guadeloupéens, martiniquais ou métropolitains »* se croyaient *« supérieurs »* aux enseignants guadeloupéens. Alors, jouant au « grand moralisateur », le recteur Chaudet a donc vivement conseillé à ces enseignants de changer d'attitude.

Mais ces propos de Chaudet qui se veulent rassurants, et en particulier pour les enseignants métropolitains, ressemblent étrangement à ceux d'un haut responsable qui veut se convaincre lui-même, telle la méthode Coué, qu'il n'y a pas péril en la demeure.

Certes, il est vrai qu'il n'y a pas eu cette année à la rentrée de grands mouvements d'élèves, encore que le recteur ait carrément oublié la grève des parents d'élèves de Campenon qui a tout de même duré une semaine.

Mais s'il en a été ainsi, ce n'est très certainement pas parce que les conditions de travail des élèves et des maîtres sont bonnes. Et les résultats scolaires sont loin d'être aussi bons que M. Chaudet veut le faire croire. Il n'y aurait pour s'en convaincre que d'en discuter avec les enseignants. Ce que le recteur Chaudet n'a très certainement pas pris la peine de faire.

Car il saurait qu'il y a de plus en plus d'élèves qui rentrent en 6ème sans savoir ni lire ni écrire, qu'il y a donc un nombre élevé d'enfants en situation d'échec scolaire, et par la faute du système éducatif dont M. Chaudet est responsable.

Quant à l'autre problème, celui du comportement des enseignants métropolitains, que le recteur a semblé minimiser, il constitue en réalité l'un des problèmes principaux de l'enseignement du second degré en Martinique et Guadeloupe.

Et comment les élèves qui ressentent ce mépris et quelques fois même le subissent, tels ceux qui ont reçu des coups de pieds de leurs professeurs blancs, pourraient-ils accepter sans réserve les remontrances de ces mêmes enseignants ? Comment certains enseignants français pourraient-ils n'avoir pas le comportement de gens qui se croient supérieurs et qui méprisent les élèves noirs dans un système colonial où précisément tout est fait pour accorder des privilèges aux Blancs ?

Le système éducatif reproduit tout à fait bien le racisme officiel que la société coloniale entretient et perpétue en Guadeloupe et en Martinique.Et bien que le recteur Chaudet ait voulu, d'un ton doucereux et hypocrite, masquer ce problème, il ne manquera pas de ressurgir comme cela s'est produit l'année dernière à Trinité, ou il y a deux ans à Baimbridge. Car, tant que subsistera le système raciste lui-même, il se trouvera des jeunes qui exprimeront leur révolte.

Jean IGNACE

DANS L'ÉMIGRATION : LES PROTESTATIONS CONTRE LA RÉPRESSION

MEETING DE COMBAT OUVRIER À PARIS

Le vendredi 12 décembre, nos camarades de l'Emigration réunissaient environ 60 personnes sur le thème de la répression.

Les militants, les sympathisants, mais aussi d'autres qui habituellement ne font pas de politique, se sont séparés bien décidés à lutter contre la répression qui s'abat actuellement en Guadeloupe.

Nombre d'entre eux aussi sont décidés à s'en prendre aux causes de cette répression, c'est-à-dire au système colonial lui-même.

PROJECTION DE FILM —COMBAT OUVRIER

Les 230 personnes qui assistaient à la projection du film « Vivre libre ou mourir », organisée par notre tendance à Paris le dimanche 14 décembre, ont dans leur grande majorité participé au débat qui a suivi le film.

La discussion a très rapidement débordé le cadre du film pour s'étendre sur la situation de notre pays. Nombre de participants ont souligné la nécessité de faire quelque chose, de se mobiliser pour mettre un terme à la situation coloniale que connaissent nos pays.

MEETING UNITAIRE DES ORGANISATIONS ANTILLAISES DANS L'ÉMIGRATION

Plus de 150 personnes se pressaient au meeting qu'ont organisé à Paris Combat Ouvrier, le GRS, le PCM, le PCG, le REA, l'UPA, l'Amicale de Bobigny. Après les exposés, la discussion s'est rapidement engagée sur les moyens à se donner pour s'opposer à la politique de répression du gouvernement français aux Antilles. Une travailleuse proposa par exemple de faire du porte à porte pour informer nos compatriotes, une autre proposa de contacter les gens de sa banlieue pour un travail... Une série d'autres propositions furent avancées. Il ne reste plus qu'aux organisations à être à la hauteur de la situation.

CONFÉRENCE DE PRESSE DE SEPT ORGANISATIONS ANTILLAISES DANS L'ÉMIGRATION

Le lundi 15 décembre s'est tenu à Paris une conférence de presse à l'initiative de sept organisations antillaises : Combat Ouvrier, le GRS, le PCM, l'UPA, l'Amicale de Bobigny, le REA, membres d'un comité contre la répression. Cette conférence voulait briser le mur du silence qu'a élevé le gouvernement français autour de ses agissements aux Antilles. Elle y a en partie réussi car certains journaux, dont ***Le Monde****, ont largement fait état dans leurs éditions ultérieures de la situation aux Antilles.*

Osman Nadeau, militant syndical du Centre hospitalier de Fort-de-France, est décédé

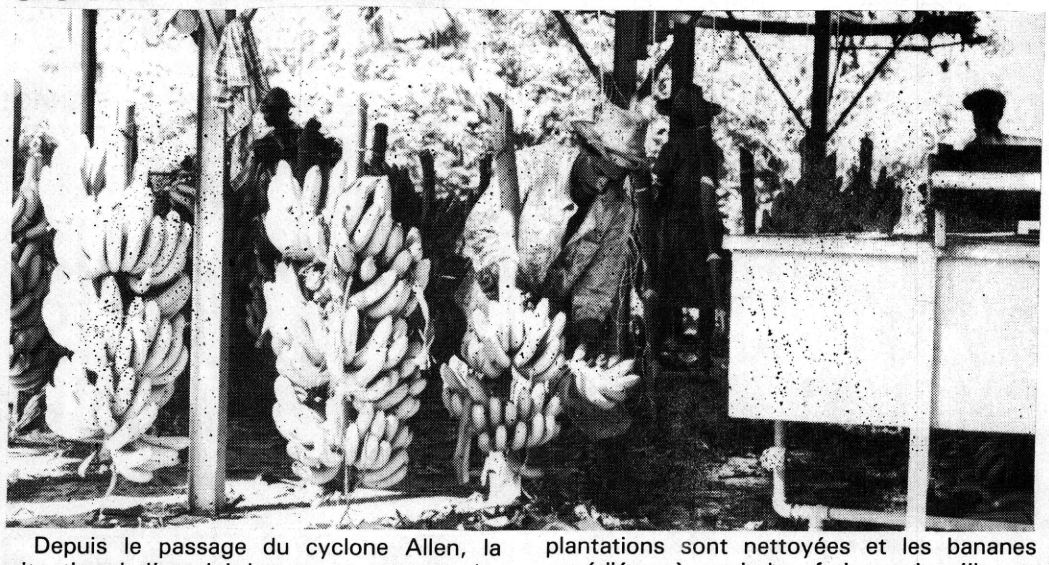
Nous publions ci-dessous le communiqué de Ghislaine Joachim-Arnaud, secrétaire général de la CGTM-Santé, communiqué adressé à la presse après le décès de Osman Nadeau.

« Notre camarade Osman Nadeau vient de disparaître brutalement à l'âge de 55 ans. Ouvrier à l'atelier de l'Hôpital civil, Osman nous était très cher et ses nombreuses qualités, au rang desquelles nous pouvons citer la gentillesse et l'honnêteté, en avait fait un travailleur estimé de ses camarades hospitaliers. Mais Osman était aussi le militant ouvrier actif et combatif qui savait attirer l'attention de tous. Ce fut un défenseur acharné de ses camarades de travail et son activité lui valut à de nombreuses reprises l'inimitié des différents administrateurs du Centre hospitalier de Fort-de-France, qui, eux, appliquent les directives du gouvernement.

C'est l'ensemble de ses qualités humaines qui valut à Osman d'être élu par les travailleurs délégué du personnel aux différentes commissions paritaires du Centre hospitalier de Fort-de-France. Par ailleurs, Osman fut secrétaire général adjoint du syndicat de la santé CGTM, en même temps que secrétaire de la plus grosse section, celle du Centre hospitalier de Fort-de-France.

Par la présente note, nous voulons saluer celui qui a été, pendant les trop brèves heures de sa vie, à la fois un ami, un frère et un camarade. Pour nous, en un mot, celui qui porte, dans le sens le plus noble du terme, le titre de militant ouvrier se battant pour la libération de sa classe. »

La situation dans les bananeraies



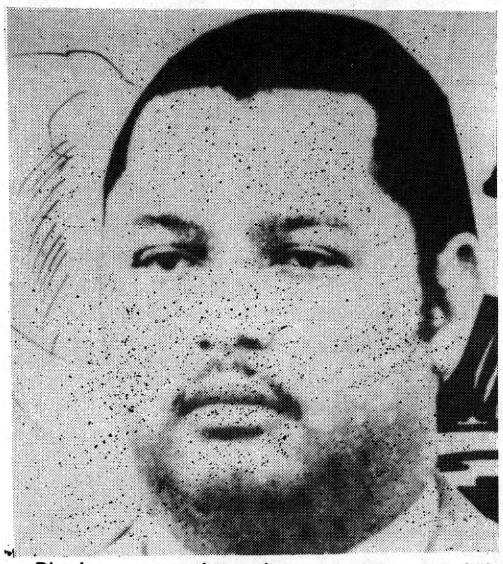
Depuis le passage du cyclone Allen, la situation de l'emploi dans ce secteur est plutôt préoccupante pour les travailleurs. Bien sûr, on rencontre ça et là des plantations où le nombre de journées de travail varie entre 10 à 12 jours, et même des fois 14 jours de travail par quinzaine, mais ce sont des exceptions.

Mais cette année particulièrement une pratique a vu le jour. Sur certaines plantations, les travailleurs sont en principe en chômage technique, ce qui leur permet de percevoir les 700,00F d'indemnité par mois. Sachant que cette somme est très insuffisante, les patrons demandent à leurs travailleurs de travailler au noir (sans être déclarés à la Sécurité Sociale). La plupart acceptent, car cela permet de joindre un peu mieux les deux bouts. Mais c'est surtout les patrons que cela arrange. Leurs plantations sont nettoyées et les bananes expédiées à moindre frais, puisqu'ils ne payent pas les charges sociales. C'est le cas à la SCEFA-SCELPLAG ; cela a été le cas pendant quelques temps chez Thionville.

Mais certains travailleurs sont dans une situation dramatique. C'est le cas de ceux qui travaillent sur les plantations de Mme Veuve Thionville et de certains de chez Butel. En effet, ces derniers n'ont perçu en tout et pour tout que 700,00F depuis la mi-novembre, certains d'ailleurs ne travaillant pas depuis septembre.

Voilà qui en dit long sur la situation dans ce secteur. Et aussi l'hypocrisie des vœux que le président de la République vient de présenter aux populations de la Guadeloupe et de la Martinique.

A BAS LA RÉPRESSION EN HAÏTI, A BAS LE RÉGIME DE DUVALIER !



Plusieurs centaines de personnes ont été, ces dernières semaines, arrêtées en Haïti. Ce sont principalement des militants syndicaux et politiques, des journalistes, des prêtres, des médecins, des hommes de théâtre, mais aussi des ouvriers, des paysans, des petites gens qui, bien qu'anonymes, n'en sont pas moins touchés.

Les tontons macoutes, l'armée sont une fois de plus remontés aux avant-postes de la répression duvaliériste.

Cette répression est la réponse aux illusions que commençaient à se faire certains milieux sur une prétendue libéralisation du régime de Duvalier. Pendant plusieurs mois en effet, le sanguinaire « Bébé-Doc », comme le surnomment les Haïtiens, avait choisi de masquer sa poigne de fer sous des gants de velours. Des critiques timides avaient pu s'exprimer, quelques journalistes haïtiens avaient tenté de parler librement, une vague opposition avait même commencé à créer des partis.

Ce faible relâchement de la dictature duvaliériste était-il dû à l'attitude de Carter et à sa prétendue défense des « droits de l'Homme », c'est probable. Toujours est-il que ce relâchement n'aura duré qu'un temps. Peut-être Duvalier craignait-il que la population, dont la misère et le mécontentement sont immenses, s'engoufre par cette porte entre-ouverte.

Il réagit avec sa brutalité habituelle. Dans cette voie, il a le soutien des puissances impérialistes, celui des Etats-Unis bien sûr, avec Reagan, mais aussi celui de la France qui dépêchait récemment son ministre des Affaires étrangères pour assurer Duvalier de son soutien.

Les militants haïtiens, les ouvriers, les paysans d'Haïti ont de dures luttes à mener ; ils ont besoin de la solidarité des ouvriers, des paysans de toute la Caraïbe, et en particulier de la notre.

Liste partielle des personnes arrêtées

Lafontant Joseph, président-fondateur de la Ligue des droits humains ; Joseph Maxi, membre de la Ligue des droits humains.
Philippe Mont-Sinaï, Harold Isaac, Raruel Dandin, Liliane Pierre-Paul, Renaud Masséna, Yvon Bastien, Roger Vielot, Jean Lescot, Jacques Price, Malherbe Dufort, Evans Paul, Henri Alphonse, journalistes (Radio Haïti Inter).
Jean Dominique, directeur de Radio Haïti Inter, s'est réfugié à l'ambassade du Vénézuela à Port-au-Prince. Sa femme, Michèle Montas, a été arrêtée, puis expulsée vers les USA. Leur fille, Gigi Dominique, son gendre Emmanuel Marie-Louis, son neveu Franck Simon Dominique.
Pierre Clitandre, Jean-Robert Hérard, Gabriel Hérard, Anthony Pascal, journalistes (Petit Samedi Soir). Pierre-Paul Jackson, journaliste à Regard. Constantin Pongnon, rédacteur de Koukouny.
Pierre Pierralisse, dirigeant syndical.
Claude Lespinasse, Joseph Lafontant, Gérard-Pierre Jeune, prêtres.
Lamartinière Honorat, historien et ethnologue.
Jean-Jacques Honorat, économiste et ingénieur-agronome.
Eneck Titus, pédiatre.
Jean Claude, professeur de philosophie.
Mme Sylvio Claude (Sylvio Claude, président du Parti démocrate-chrétien d'Haïti est arrêté depuis la mi-octobre). Deux fils de Sylvio Claude. Notons que depuis le 15 octobre, la fille de Sylvio Claude est emprisonnée.
Notons que René Hermance et Ansélus Noël, arrêtés à l'aéroport d'Orly-Sud par la police française et refoulés vers Haïti avec des documents prouvant leur appartenance au Parti Unifié des Communistes Haïtiens, sont toujours emprisonnés aux Casernes Dessalines. Ils ont été l'objet de plusieurs séances de torture.

Personnalités exilées

Grégoire Eugène, président du Parti social chrétien d'Haïti (USA), Jean-Robert Hérard, journaliste du « Petit Samedi Soir » (USA), Marc Garcia, rédacteur à Radio Métropole (USA), Michèle Montas, femme de Jean Dominique (USA), Richard Brisson, acteur et journaliste à Radio Haïti Inter (Canada), Nicole Magloire, gynécologue (Canada).

Autres personnes arrêtées

Yves Médard, connu sous le pseudonyme de Rassoul Labuchin, poète, metteur en scène, réalisateur du film haïtien « Anita ».
Franck Etienne, écrivain, homme de théâtre.

ECHOS DES ENTREPRISES

MAIRIE DE FORT-DE-FRANCE SOCALTRA : UN PETIT EXPLOITEUR AUX DENTS LONGUES

Actuellement des ouvriers de la SOCALTRA travaillent en sous-traitance sur le chantier de la nouvelle Mairie de Fort-de-France. Ils sont donc employés à des travaux de finition de placards et cela sous les ordres d'un petit patron.

Celui-ci estime sans doute que les ouvriers de SOCALTRA ne travaillent pas assez vite et a embauché un chef pour augmenter les cadences.

En voilà sans doute un qui veut montrer à Rein qu'il est meilleur exploiteur que lui. Il aura la tâche difficile, d'autant que les travailleurs ne sont pas prêts à subir les conséquences de cette accélération du travail.

MARTINIQUE — SOCALTRA UN NOUVEAU MÉTIER POUR REIN : FERRAILLEUR

En effet, le patron s'est aperçu qu'il pouvait ajouter une seconde fonction à celle de directeur de la SOCALTRA. Le voilà devenu ferrailleur.

Il ramasse toutes les ferrailles qu'il peut trouver en Martinique : vieilles grues, charpentes ou vieux moteurs...

Le nouveau job du patron lui plaît peut-être. Quant à nous, nous ne savons où donner de la tête. Ces bouts de ferraille traînent partout et posent un véritable problème de sécurité dans l'entreprise.

SÉCURITÉ SOCIALE FORT-DE-FRANCE INFORMATIQUE : LE DOIGT À L'ETAU

Article 1 de la loi du 6/1/78 :
« L'informatique doit toujours être au service du citoyen. »

Voilà quelque chose que doivent ignorer les dirigeants de la CGSS. Car en ce moment, ils font toute une gymnastique pour mettre le travailleur à la disposition de l'ordinateur.

Aussi nous leur conseillons vivement de lire les autres articles, car des sanctions assez lourdes sont prévues à l'encontre de ceux qui violeront ces textes.

Et de la façon dont ils sont partis, cela risque de très mal se terminer pour eux.

GUADELOUPE NOUVELLES-GALERIES QUAND JUANDON FAIT... LES CARTONS

Que cherchait Juandon ces jours-ci à la réception? On n'avait jamais remarqué jusqu'ici son intérêt pour les cartons vides.

En effet, depuis le dernier attentat à FR 3, il vient fréquemment dans cette partie du magasin. Il nous demande de ne laisser traîner aucun carton, de les jeter le plus souvent possible, il fouille lui-même. On l'a même vu se baisser sous le moteur pour regarder si rien ne se trouvait à cet endroit.

En tout cas, cela nous fait bien rire de voir ce monsieur habituellement si fanfaron faire les poubelles et les cartons !

GUADELOUPE NOUVELLES-GALERIES LES PATRONS NE NOUS ONT PAS FAIT AVALER LEUR MENU DE NOËL

La direction nous a demandé de faire la journée continue du mercredi 24 décembre. Pour nous apâter, elle a promis de nous servir le repas de midi. La direction pensait-elle nous prendre dans le même piège que l'année dernière? Alors que les cadres avaient été servis au champagne et au foie gras, nous avions eu droit à des sandwichs et à des boissons non fraîches distribuées dans les escaliers.

Eh bien, cette année nous avons décidé de refuser la journée continue et le menu de Noël des patrons !

GROSSE-MONTAGNE GUADELOUPE SIMONET RADINE SUR LE RHUM

A chaque fin d'année, nous recevons du rhum de la distillerie. Mais Simonet est toujours aussi chiche ! C'est 120 litres de rhum qu'il nous a proposé de partager entre nous.

A peine un litre pour chacun, voilà le cadeau que nous offrait la direction ! C'est se moquer de nous qui produisons 24 000 litres par jour et ceci pendant 6 mois à la distillerie.

Devant les protestations d'un délégué, il a d'abord proposé de ne donner le rhum qu'aux travailleurs permanents, ce qui était inacceptable.

Il a fini par lâcher 60 litres supplémentaires, ce qui a permis aux délégués de réaliser un partage un peu plus convenable. Décidément, patrons et cadeaux ne vont vraiment pas ensemble.

GROSSE-MONTAGNE GUADELOUPE PAS DE SÉCURITÉ AU COMPTE GOUTTE

L'intervention de nos camarades qui ont fait dernièrement le stage « hygiène et sécurité » a contraint les patrons de Grosse-Montagne à faire un geste. Ainsi, et plus particulièrement à la distillerie, quelques casques de protection et ceintures de sécurité ont été distribués.

Mais les patrons prétendent qu'ils n'ont pas tout de suite les moyens d'en procurer à tous ceux d'entre nous qui, chaque jour, prennent des risques, et parfois très graves, à l'usine et à la distillerie.

Les dirigeants de Grosse-Montagne veulent assurer la sécurité, mais au compte-goutte. A nous de leur faire savoir que nous ne partageons pas leur conception de la sécurité.

Si nous le voulons, nous pouvons les contraindre à nous donner tout de suite tous les moyens de protection et de sécurité qui s'imposent.

Giscard, six ans après : bombes et mécontentement

Six ans après sa première visite aux Antilles, Giscard y est revenu en voyage soi-disant « privé »...

Au cours du premier voyage, la population pointoise était venue lui crier sa colère au visage. On se souvient que la gerbe de fleurs qu'il s'apprêtait à déposer au Monument aux morts avait volé de ses mains et qu'il s'était fait invectiver par un groupe de manifestants.

Cette-fois ci, ce voyage, tout privé qu'il était, avait pourtant mobilisé une quantité considérable de forces de l'ordre. Il se déroula dans une atmosphère plutôt policière : gendarmes, CRS, officiers des renseignements généraux étaient sur le qui-vive. Il y eut deux attentats à la bombe durant son séjour.

Bien sûr, lors des différents discours et conférences de presse qu'il a tenu, il a fait mine d'ignorer les attentats. Il s'évertua plutôt à faire de belles déclarations optimistes sur la « départementalisation économique », la « réforme agraire »... Pour Giscard, les problèmes que connaissent la Guadeloupe et la Martinique étaient sur le point d'être réglés grâce à lui et à sa potion miracle : la départementalisation économique qu'il nous a servie à toutes les sauces...

Cela n'a pas empêché deux bombes d'exploser pendant son séjour et plusieurs manifestations de mécontentement de se faire en Martinique et en Guadeloupe. Comme quoi, après six ans, les résultats de la départementalisation ne sont peut-être pas si brillants que cela... Non?

AIR-MARTINIQUE : LES GRÉVISTES DE LA FAIM ARRÊTENT LEUR ACTION

La grève de la faim de quelques employés de la Compagnie Air-Martinique n'a pas donné jusqu'ici de résultats positifs. Le personnel n'a toujours pas perçu les quatre mois de salaire et leur emploi n'est pas assuré.

Après plusieurs jours, certains grévistes de la faim ont dû abandonner. D'autres se sont retrouvés en nombre réduit et ont décidé d'arrêter à leur tour à cause de leur état physique : troubles cardiaques et chutes de tension.

Il faut rappeler qu'à la fin du mois de novembre, le personnel s'était mis en grève et n'avait pas eu satisfaction. C'est suite à cela que quelques uns ont entamé une grève de la faim.

Si nous soutenons la lutte du personnel d'Air-Martinique et les grévistes de la faim, nous pensons que cette forme de lutte n'est pas efficace. Elle est le fait d'une action isolée et une solution de dernier recours.

Mais cela montre à quelles extrêmités les travailleurs sont parfois contraints d'arriver lorsque, désespérés, ils tentent de sauver leur emploi. Et c'est bien parce qu'ils se sont sentis désespérés, isolés, qu'ils ont pris le risque de porter atteinte aussi gravement à leur santé.

REAGAN A TROUVÉ SON « NOIR »

On attendait avec une certaine curiosité la constitution du cabinet du futur président américain Ronald Reagan. On supputait autour du nom et de l'origine raciale du représentant des minorités noire, mexicaine et porto-ricaine qui siègera dans la nouvelle équipe gouvernementale. C'est finalement un Noir qui a accepté le strapontin de secrétaire au logement et à l'urbanisme, après qu'un Mexicain l'ait refusé.

Il s'agit de Samuel Pierce, un bon serviteur des bourgeois américains, ancien juge, ancien haut responsable au ministère du Travail. Il reçoit une promotion cette fois-ci, il est secrétaire d'Etat.

Avant lui ce poste était occupé dans l'équipe de Carter par une femme noire Mme Patricia Harris. Tout comme son prédécesseur, Pierce ne pourra empêcher, à supposer qu'il le désire, que fleurissent dans les grandes villes américaines des ghettos tels que Harlem où croupissent des millions de Noirs, de Mexicains, de Porto-Ricains. La nomination de ce Noir n'empêchera pas Reagan, en bon serviteur des capitalistes américains, de maintenir les Noirs et les autres minorités dans la misère, le chômage et l'exploitation, en utilisant la violence quand il le faut. Exactement comme l'équipe de Carter,avec Mme Harris en son sein, a su le faire. La seule chose qui risque de changer, vues les opinions racistes professées par le nouveau président, c'est la plus grande brutalité avec laquelle la nouvelle équipe mènera la répression à l'encontre des minorités.

Pierce secrétaire d'Etat, c'est une promotion pour ce bourgeois noir, mais cela ne change rien au sort des masses noires américaines. Avec cette nomination, Reagan ne vise que la publicité. Comme ceux qui l'ont précédé au poste de président des Etats-Unis, il lui fallait un Noir dans son cabinet, pour la galerie. C'est Pierce.

NOUVELLE-CALÉDONIE : UNE RÉFORME POUR TROMPER

Après bien des hésitations, le Sénat et l'Assemblée nationale française ont adopté, le 26 décembre 1980, la réforme foncière en Nouvelle-Calédonie.

Cette réforme foncière est la nouvelle trouvaille de Dijoud et de son ministère des DOM-TOM. Avec elle, ils espèrent enrayer le mécontentement de plus en plus vif de la population indigène de l'île, les Canaques. On se souvient que, il y a deux ans, à l'Assemblée territoriale et au Conseil du gouvernement, la totalité des élus canaques étaient des indépendantistes. Paul Dijoud a dû violer alors la constitution du Territoire pour contrecarrer les vœux exprimés par les Canaques.

Cette réforme est un leurre. Elle prévoit que le gouvernement exproprie en les dédommageant les grands propriétaires blancs d'au plus de la moitié de leur domaine. Les terres ainsi récupérées devraient être cédées aux communautés canaques. Ce sont les tribunaux qui devront prononcer les expropriations... Les colons blancs ont bien des moyens pour faire durer la procédure et même pour conserver les terres.

Tous les juges, le gouverneur et les hauts fonctionnaires sont des Blancs comme les riches colons. Ils ont de tous temps pris fait et cause pour les colons blancs contre les Canaques. Aujourd'hui Dijoud fait semblant de leur demander de prendre les terres accaparées par les colons pour les céder aux Canaques. Il ne désire pas que sa réforme foncière redistribue les terres. Il espère seulement faire croire aux Canaques qu'ils pourront avoir un bout de terre tout en demeurant Français. Ainsi Dijoud, les députés et sénateurs français de la droite pensent combattre par des lois sans portée pratique l'aspiration à plus de liberté et plus de dignité de la population canaque.

PEUR OU SYMPATHIE POUR LES ACTIONS DU « GLA » :

SUITE DE LA PAGE 1

d'affrontements violents entre Blancs et Noirs. A tel point que ce dernier jour de décembre aura été marqué du sceau d'un conflit inhérent au système colonial, celui qui, hormis les quelques explosions de bombe du GLA, revêt une forme sourde entre les privilégiés blancs, leurs suppôts noirs et la population noire dans sa grande majorité.

Et ce conflit, ce n'est pas le GLA qui l'a créé ; il l'a tout simplement mis au grand jour devant tous.

C'est pourquoi, quel que soit ce qui se passera le 31 au soir ou après le 31 décembre, le problème restera entier, et plus personne, et encore moins les travailleurs, ne pourra faire comme s'il n'existait point.

Dans l'immédiat, c'est surtout la petite-bourgeoisie nationaliste —GLA ou UPLG— qui manifeste la plus grande détermination à vouloir mettre fin à la domination des Blancs sur la population noire que perpétue le système colonial en Guadeloupe et en Martinique.

Mais les travailleurs, ceux qui sont à la fois matériellement et moralement victimes des privilèges accordés aux Blancs et qui, de plus, subissent l'exploitation des patrons blancs et noirs, il leur appartient de faire de la lutte anti-colonialiste et contre les privilèges des Blancs, leur affaire.

C'est la seule garantie qu'ils puissent avoir que ce combat contre la domination des Blancs ne débouchera pas sur une société et un pouvoir où des privilégiés noirs se substitueront aux privilégiés blancs actuels.

S'engager résolument contre la présence de l'impérialisme français en Guadeloupe et en Martinique comme semble l'avoir fait le GLA suppose de la part des travailleurs qu'ils se débarassent de ce sentiment de peur qu'il y a pour l'instant chez beaucoup d'entre eux. Mais également qu'ils transforment cette sympathie bienveillante que certains éprouvent pour les actions du GLA en résolution et détermination farouche à lutter, mais pour le compte de leur propre classe, contre le colonialisme français et son cortège de misères et d'injustices.

Du reste, qu'il existe au sein de la classe ouvrière des éléments qui ressentent de la sympathie pour les actions violentes du GLA, cela constitue le gage qu'il peut se dégager de cette classe ouvrière une fraction révolutionnaire prête à engager, y compris violemment, la lutte contre l'impérialisme français aux Antilles.

Si cette fraction sait, dans les jours qui viennent, s'organiser sur la base de l'entreprise, du quartier, et de façon indépendante des organisations nationalistes petites-bourgeoises, alors elle pourra convaincre les hésitants, faire disparaître la peur qui habite certains, et ainsi préparer la classe ouvrière toute entière à une lutte victorieuse contre l'impérialisme français.

Jean IGNACE

TCHAD L'IMPERIALISME FRANÇAIS AVAIT JOUE UN MAUVAIS CHEVAL, MAIS IL GAGNE QUAND MEME

Le gouvernement français a semblé, il y a une semaine, être quelque peu indisposé par la débacle d'Hissène Habré face à Goukouni Oueddeï. Cette débacle a mis fin provisoirement à plusieurs années de conflits larvés et à au moins un an d'une guerre dévastatrice entre les différents aspirants au pouvoir. Ce sont ces aspirants au pouvoir que le gouvernement français, pendant des années, a maneuvré pour préserver les intérêts de ses capitalistes au Tchad.

Le gouvernement français était passé maître dans l'art de jouer les aspirants du Nord contre ceux du Sud, puis les aspirants du Sud contre ceux du Nord, et enfin de les asseoir provisoirement autour d'une même table pour des gouvernements d'Union nationale. Hissène Habré est un exemple vivant de cette politique. Pendant des années, l'ex-ravisseur de F. Claustre avait été présenté par le gouvernement français, qui l'a pourtant instruit dans ses préfectures, comme un bandit, comme un assassin, puis, du jour au lendemain, la diplomatie française l'a érigé en interlocuteur et l'a introduit dans un cabinet d'Union nationale. Mais voilà, tous les convives du banquet donné par le gouvernement français sur le dos de la population tchadienne voulaient la plus grosse part du gâteau. Le mariage forcé d'Hissène Habré et Goukouni Oueddeï ne dura pas longtemps, la guerre reprit de plus belle. Cette guerre apparemment ne gênait pas trop l'impérialisme français, en tout cas il ne fit rien pour ramener ses protégés à la raison.

C'est plutôt la fin des combats qui a fait sursauter le gouvernement français. Goukouni, avec l'aide de la Libye, a mis en fuite les armées d'Hissène Habré. Pour le gouvernement français, cela signifiait qu'il n'y avait plus en face de lui deux bandits qui se battaient entre eux, mais un seul. Alors, il a grincé des dents, il a envoyé des mises en garde à la Libye pour lui apprendre à se mêler de ses affaires.

Mais son mécontentement n'a pas traîné ; deux jours seulement après la fin des combats, un communiqué était publié aux termes duquel *« Les parties libyennes et françaises sont d'accord pour respecter la volonté du Gouvernement d'Union nationale tchadien de M. Goukouni Ouddeï ».*

En un mot, la France reconnaît Goukouni comme pouvant désormais assumer ses intérêts au Tchad. Elle reconnaît en Goukouni celui qui, désormais, pour son compte, opprimera, rançonnera les paysans et les ouvriers du Tchad, dont beaucoup sont morts pendant la guerre pour une cause qui n'était pas la leur.

Noël CANTIUS

COMBAT OUVRIER

Responsable de publication :
G. BEAUJOUR
Adresser
toute correspondance :
EN GUADELOUPE
à Gérard BEAUJOUR
B.P. 214
97110 POINTE-A-PITRE
EN MARTINIQUE
B.P. 386
97204 FORT-DE-FRANCE
EN FRANCE écrire à :
Combat Ouvrier
B.P. 145
75023 PARIS CEDEX

Impression
CIF Pointe-à-Pitre
Commission paritaire
N° 51728